



Le défunt président tanzanien Magufuli : « négationniste de la science » ou menace pour l'empire ?

Par [Jeremy Loffredo](#) et [Whitney Webb](#)

Mondialisation.ca, 02 avril 2021

[unlimitedhangout.com](#) 29 mars 2021

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#), [Science et médecine](#)

Analyses: [COVID-19](#)

Alors que ses politiques du COVID-19 ont dominé la couverture médiatique concernant sa disparition et sa mort suspecte, le président tanzanien John Magufuli était détesté par les élites occidentales pour bien d'autres raisons que sa rébellion contre les verrouillages et le port du masque. Plus précisément, ses efforts pour nationaliser les richesses minérales du pays menaçaient de priver l'Occident du contrôle des ressources jugées essentielles à la nouvelle économie verte.



Il y a moins de deux semaines, la vice-présidente tanzanienne Samia Suluhu Hassan a [annoncé](#) que le président de son pays, John Pombe Magufuli, était décédé d'une insuffisance cardiaque. Le président Magufuli était [porté disparu](#) depuis la fin du mois de février, plusieurs partis anti-gouvernementaux ayant fait circuler des histoires selon lesquelles il était tombé malade du COVID-19. Au cours de sa présidence, Magufuli n'a cessé de s'opposer au néocolonialisme en Tanzanie, qu'il se manifeste par l'exploitation des ressources naturelles de son pays par des multinationales prédatrices ou par l'influence de l'Occident sur l'approvisionnement alimentaire de son pays.

Dans les mois qui ont précédé sa mort, Magufuli était devenu plus connu et particulièrement diabolisé en Occident pour s'être opposé à l'autorité d'organisations internationales comme l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) dans la détermination de la réponse de son gouvernement à la crise du COVID-19. Cependant, Magufuli s'est écarté pendant des années de bon nombre des intérêts et des organisations que sa réponse à la crise du COVID a mis en colère. Il a notamment rejeté les essais de cultures génétiquement modifiées

financés par Bill Gates et, plus récemment, il s'est mis à dos certaines des sociétés minières les plus puissantes de l'Occident, des sociétés liées au Forum économique mondial et aux efforts de ce dernier pour orienter le cours de la 4ème Révolution industrielle.

En effet, plus menaçante que ses récentes controverses sur le COVID, la menace que représente Magufuli pour le contrôle étranger du plus grand gisement de nickel au monde, prêt à être exploité, un métal essentiel aux batteries des voitures électriques et donc à l'effort actuel pour inaugurer une révolution des véhicules électriques et autonomes. Par exemple, un mois seulement avant sa disparition, Magufuli avait signé un accord pour commencer à développer ce gisement de nickel, un gisement qui était auparavant détenu en copropriété par Barrick Gold et Glencore, le géant des matières premières profondément lié au Mossad israélien, jusqu'à ce que Magufuli révoque leurs licences pour le projet en 2018.

Le fait de se heurter aux cartels bancaires et d'entreprises les plus puissants, suivi de l'apparition mystérieuse d'un changement de régime soudain, devrait normalement faire l'objet d'une couverture considérable de la part des médias indépendants anti-impérialistes, qui ont récemment couvert des événements similaires en Bolivie qui ont conduit à l'éviction d'Evo Morales du pouvoir. Cependant, ces mêmes médias qui ont largement couvert les efforts de changement de régime soutenus par l'Occident pendant des années ont été totalement silencieux sur la mort très commode de Magufuli. On peut supposer que leur silence est lié au fait que Magufuli a bafoué l'orthodoxie narrative du COVID-19, puisque ces mêmes médias ont largement promu le récit officiel de la pandémie.

Pourtant, que l'on soit d'accord ou non avec la réponse de Magufuli au COVID, son départ soudain et la nouvelle direction de la Tanzanie constituent une défaite pour un mouvement national très populaire qui cherchait à atténuer et à inverser l'exploitation séculaire de la Tanzanie par l'Occident. Aujourd'hui, avec la longue disparition de Magufuli, suivie de sa mort apparemment soudaine à la suite d'un arrêt cardiaque, l'avenir du pays est désormais déterminé par des politiciens tanzaniens ayant des liens profonds avec les Nations unies et le Forum économique mondial, qui sont contrôlés par l'oligarchie.

Contrairement à Magufuli, qui s'est régulièrement opposé aux entreprises prédatrices et aux visées impérialistes sur son pays, Samia Suhulhu et Tundu Lissu, un politicien de l'opposition tanzanienne, sont sur le point d'offrir les ressources de leur pays, et leur population, sur l'autel de la 4ème Révolution industrielle menée par l'élite occidentale.

L'ascension célébrée de Magufuli et ses heurts avec l'Occident

Magufuli a été élu pour la première fois avec sa colistière et actuelle présidente de la Tanzanie, Samia Suhulu, en 2015, avec 58% des voix. Dans un premier temps, le président a reçu des louanges généreuses de la part des mêmes médias occidentaux qui ont ensuite cherché à le diaboliser. Par exemple, un [rapport de la BBC](#) datant de 2016 se penchait sur la première année du mandat de Magufuli et notait son taux d'approbation de 96%. Le rapport citait également l'analyste politique Kitila Mumbo, qui remarquait « qu'il ne fait aucun doute que le président Magufuli est très populaire parmi de nombreux Tanzaniens ordinaires » et ajoutait que « la principale promesse du président d'étendre la gratuité de l'éducation à l'école secondaire, qui est entrée en vigueur en janvier, a été bien accueillie ».



Les colistiers John Magufuli et Samia Suhulu sur un tract de campagne de 2015

[Toujours en 2016, CNN](#) avait rapporté que « le public tanzanien s’est déchaîné pour son nouveau président John Magufuli » et que « après avoir remporté la victoire en octobre 2015, Magufuli s’est lancé dans une purge sans pitié de la corruption ». L’article rapportait que Magufuli avait inspiré un nouveau terme, comme on le voit dans les messages des Tanzaniens sur les médias sociaux :

« ... “Magufulify” - défini comme suit : “1. Rendre ou déclarer une action plus rapide ou moins coûteuse ; 2. priver [les fonctionnaires] de leur capacité à profiter de la vie aux frais des contribuables ; 3. terroriser les individus paresseux et corrompus de la société” »

En effet, le mandat de Magufuli s’est caractérisé par la prise de décisions qui ont bénéficié à la majorité des Tanzaniens, en grande partie aux dépens des sociétés étrangères, mais aussi par la refonte d’un gouvernement connu pour sa corruption et son absentéisme bien ancrés avant l’ascension de Magufuli. Son administration a [réduit](#) les salaires des dirigeants des entreprises publiques, ainsi que son propre salaire, de 15 000 à [4 000](#) dollars US. Certains défilés et célébrations d’État ont été réduits ou annulés pour couvrir les dépenses des hôpitaux publics.

La santé était depuis longtemps l’une des priorités de Magufuli, et l’espérance de vie du pays a [augmenté](#) de manière significative chaque année où il était en fonction. En outre, au cours des 50 années précédentes d’indépendance de la Tanzanie, seuls 77 hôpitaux de district ont été construits, alors qu’au cours des seules 4 dernières années, 101 de ces hôpitaux ont été [construits et équipés](#) avec des fonds locaux. En juillet 2020, le pays est passé du statut de pays à faible revenu à celui de pays à revenu intermédiaire, selon la [Banque mondiale](#).

Dans un [rapport](#) récent, le Center for Strategic International Studies (CSIS), un groupe de réflexion américain belliciste, s’est montré très critique à l’égard de Magufuli, mais a noté ce qui suit concernant sa philosophie politique :

« Magufuli, qui souscrit à sa propre philosophie « La Tanzanie d’abord », estime que la Tanzanie a été spoliée de ses bénéfices et de ses richesses par les mabeberu (« impérialistes ») depuis l’indépendance. Pour s’assurer un soutien populiste, Magufuli a

façonné son programme comme une continuation de la vision socialiste du premier président tanzanien, Mwalimu Julius Nyerere, qui prônait l'autonomie, l'intolérance à la corruption et un fort caractère nationaliste ».

Les divers conflits de Magufuli avec les mabeberu ont transpiré tout au long de sa présidence, ciblant divers projets et entreprises commerciales de sociétés et d'oligarques qui ont travaillé à exploiter une grande partie du Sud global pendant des décennies. Par exemple, fin 2018, le gouvernement tanzanien a [ordonné](#) l'arrêt de tous les essais en cours sur les cultures génétiquement modifiées (GM) et la destruction de toutes les plantes cultivées dans le cadre de ces essais. Ces essais étaient menés par un partenariat appelé le projet Water Efficient Maize for Africa (WEMA), qui était une collaboration entre Monsanto et la [Fondation africaine pour la Technologie agricole](#), un organisme à but non lucratif financé par la Fondation Bill et Melinda Gates, la Fondation Rockefeller, le géant des semences GM/agrochimiques Syngenta, PepsiCo et l'Agence des États-Unis pour le Développement international (USAID), connue depuis longtemps pour être un relais de la CIA. Puis, en janvier 2021, un mois avant la disparition de Magufuli, le Ministère tanzanien de l'Agriculture a non seulement [annoncé](#) l'annulation de tous les « essais de recherche impliquant des organismes génétiquement modifiés (OGM) dans le pays » pour la deuxième fois, mais il a également annoncé des plans pour instituer de nouvelles réglementations en matière de biosécurité visant à protéger la souveraineté alimentaire de la Tanzanie en examinant minutieusement les importations occidentales de semences génétiquement modifiées.

Historiquement, les États-Unis se sont montrés particulièrement sévères à l'égard des pays qui résistent à l'intégration des biotechnologies GM dans leurs systèmes alimentaires. Selon un [rapport](#) du Département d'État de 2007 publié par Wikileaks, Craig Stapleton, alors ambassadeur des États-Unis en France, a conseillé aux États-Unis de se préparer à une guerre économique avec les pays qui ne veulent pas introduire les semences de maïs génétiquement modifiées de Monsanto dans leur secteur agricole. Il a recommandé aux États-Unis de « calibrer une liste de représailles ciblées qui causent une certaine douleur à travers l'UE » pour la résistance du bloc à approuver certains produits GM. Dans un autre [rapport](#) datant de 2009, un diplomate américain en poste en Allemagne a transmis des renseignements sur les partis politiques bavarois à plusieurs agences fédérales américaines et au secrétaire américain à la Défense, leur indiquant quels partis s'opposaient à la semence de maïs M810 de Monsanto et parlant de « tactiques que les États-Unis pourraient imposer pour résoudre l'opposition ».

L'utilisation par le gouvernement américain de la nourriture comme arme pour les agendas impérialistes est devenue une politique de facto lorsque Henry Kissinger était secrétaire d'État sous l'administration Nixon. Au cours de cette période, le Département d'État a produit un [rapport classifié](#) qui affirmait que la population du monde en développement menaçait la sécurité nationale des États-Unis et proposait que l'aide alimentaire soit utilisée comme un « instrument de pouvoir national » pour faire progresser l'empire américain.

Un obstacle à l'avenir « vert » de la classe dirigeante

Le rôle de Magufuli dans le retrait de Big Ag en Tanzanie un mois avant sa disparition et sa mort jette certainement la suspicion sur les circonstances entourant sa disparition. Et comme si cela ne suffisait pas, Magufuli, au cours de la même période, s'est mis en colère contre les sociétés de matières premières les plus puissantes du monde dans les secteurs des mines, du [pétrole](#) et du [gaz naturel](#).

Le fait que Magufuli ait ciblé le secteur minier tanzanien dominé par les étrangers, qui comprend certains des plus grands gisements mondiaux de minéraux essentiels aux technologies liées à la 4ème Révolution industrielle, a été particulièrement préjudiciable aux intérêts et aux programmes des sociétés étrangères. Avec 500 000 tonnes de nickel, 75 000 tonnes de cuivre et 45 000 tonnes de cobalt, la Tanzanie est assise sur une montagne de richesses minérales et, plus précisément, de minéraux nécessaires à la fabrication de batteries et de matériel de nouvelle génération, eux-mêmes essentiels à l'effort de mise en œuvre rapide d'infrastructures « intelligentes » et d'automatisation au niveau mondial. En Afrique, la Tanzanie possède le [deuxième plus grand secteur minier](#) du continent, juste derrière l'Afrique du Sud.

Dans les années précédant l'ascension de Magufuli, la Tanzanie avait offert des taux d'imposition relativement bas et peu de surveillance réglementaire aux sociétés minières. Pourtant, en 2017, Magufuli a [déclaré](#) une « [guerre économique](#) » aux sociétés minières étrangères et son administration a donné suite à cette déclaration en [adoptant](#) deux lois qui ont permis au gouvernement d'obtenir une part beaucoup plus importante des revenus tirés de l'exploitation des ressources naturelles de la Tanzanie. Cela s'est fait, bien sûr, au détriment des conglomérats miniers étrangers. La nouvelle législation a également donné au gouvernement le droit de renégocier et/ou de révoquer les licences minières existantes qui avaient été accordées avant la présidence de Magufuli.

Peu après, le gouvernement tanzanien s'en est pris à Acacia Mining, qui appartient désormais au géant minier canadien Barrick Gold, et leur a infligé une amende de 190 milliards de dollars pour impôts et pénalités impayés. « Il ne devrait pas arriver que nous ayons toutes ces richesses, que nous nous asseyions dessus, tandis que d'autres viennent en profiter en nous trompant », a [déclaré](#) Magufuli à propos de cette décision. « Nous avons [besoin](#) d'investisseurs, mais pas de ce genre d'exploitation. Nous sommes censés partager les bénéfices ». En 2018, l'administration s'en est de nouveau pris à Acacia, lui infligeant une amende de 2,4 millions de dollars pour avoir contaminé les réserves d'eau locales dans les zones résidentielles.



[La signature de l'accord-cadre Kabanga Nickel en janvier 2021. source :](#)

<https://www.kabanganickel.com/>

2018 a également été l'année du plus grand désaccord de Magufuli avec les puissantes sociétés minières, un désaccord qui a potentiellement influencé sa disparition et sa mort ultérieure. Le projet de nickel de Kabanga, le plus grand gisement de nickel prêt à être développé au monde, avait été détenu conjointement par la société canadienne Barrick Gold et le géant des matières premières Glencore. En mai 2018, l'administration de Magufuli a [révoqué](#) la licence Barrick-Glencore pour le projet, ainsi que plusieurs autres qui comprenaient d'autres projets miniers de nickel, d'or, d'argent, de cuivre et de terres rares.

Se mettre à dos Glencore en particulier est une entreprise risquée. Le géant des matières premières a été fondé à l'origine par Marc Rich, un agent tristement célèbre du Mossad israélien qui a permis que les bénéfices de Glencore soient utilisés pour financer des activités secrètes de renseignement. Les liens de Rich et de Glencore avec les services de renseignement sont abordés plus en détail dans la [quatrième partie](#) de la série de Whitney Webb sur le scandale Jeffrey Epstein. Aujourd'hui, Glencore est étroitement liée à Nat Rothschild, le fils et l'héritier du rejeton de la branche britannique de la famille bancaire d'élite, qui a acheté une participation de 40 millions de dollars dans la société et a été en grande partie [responsable](#) de l'orchestration de la nomination de Simon Murray au poste de président de Glencore ainsi que de sa [relation étroite](#) avec le PDG de Glencore, Ivan Glasenberg.

Puis, en janvier 2021, un mois avant la disparition de Magufuli, le projet Kabanga Nickel a avancé sans Glencore et Barrick Gold, la Tanzanie ayant réussi à négocier la copropriété de la mine avec une [société](#) créée par le millionnaire norvégien Peter Smedvig et deux de ses associés. Contrairement au projet Barrick-Glencore, dans lequel le gouvernement tanzanien n'avait aucune participation financière, le nouveau projet a donné à la Tanzanie une participation de 16% dans la mine, ce qui est désormais exigé par la loi à la suite de la réforme du secteur minier du pays par Magufuli.

La perte de Kabanga était manifestement grave pour Barrick Gold et Glencore, étant donné le rôle central que le nickel et ce gisement spécifique en Tanzanie sont appelés à jouer dans la production et la mise en œuvre des technologies « intelligentes ». Le nickel, entre autres utilisations, est un composant clé des batteries de nouvelle génération utilisées dans les technologies « intelligentes », notamment dans les véhicules électriques. Par conséquent, la demande de nickel devrait augmenter considérablement au cours des prochaines années, en partie en raison de l'effort actuel pour éliminer progressivement la plupart des véhicules à moteur et les remplacer par des véhicules électriques et à conduite autonome. L'importance du nickel pour la fameuse 4ème révolution industrielle a été soulignée par le Forum économique mondial, qui [estime](#) que la demande de nickel de haute pureté pour la production de batteries de véhicules électriques « sera multipliée par 24 en 2030 par rapport aux niveaux de 2018 ». En outre, le mois dernier, le PDG de Tesla, [Elon Musk](#), a [déclaré](#) que « le nickel est la plus grande préoccupation pour les batteries des voitures électriques ».

Outre les précieuses réserves de nickel de la Tanzanie, on peut affirmer que l'autre richesse minérale la plus importante de la Tanzanie réside dans ses réserves de graphite, qui se classent au 5ème rang mondial. En 2018, [Oxford Business Group](#) a estimé que la Tanzanie deviendrait l'un des trois premiers producteurs de graphite de la planète. La Banque mondiale estimant que la demande de graphite augmentera de 500% au cours des 30 prochaines années, la Tanzanie occupe désormais une position de négociation forte sur le

marché mondial. Le marché mondial des batteries au lithium-ion « [devrait connaître](#) un taux de croissance annuel composé (TCAC) de 13% entre 2020 et 2027”, et ces batteries nécessitent généralement du nickel et du graphite, deux matières abondantes en Tanzanie. Comme l’a [dit](#) Elon Musk, « les batteries lithium-ion devraient être appelées batteries nickel-graphite ».

L’année dernière, Musk avait [tweeté](#) que « Nous ferons un coup d’État où nous voulons ! Faites avec », en réponse aux accusations selon lesquelles le gouvernement américain avait soutenu le coup d’État de 2019 en Bolivie afin que Tesla de Musk puisse acquérir des droits sur les plus grandes réserves de lithium du monde, un autre minéral essentiel à la production de batteries de véhicules électriques. Quelques mois avant le tweet tristement célèbre de Musk, le ministre des Affaires étrangères du gouvernement issu du coup d’État en Bolivie avait écrit une lettre à Musk dans laquelle il [déclarait](#) que « toute société que vous ou votre entreprise pouvez fournir à notre pays sera accueillie avec reconnaissance » en ce qui concerne le secteur minier du pays. Ces incidents soulignent la volonté actuelle de l’empire américain de s’engager dans un changement de régime pour s’assurer le contrôle de gisements minéraux considérés comme essentiels aux technologies émergentes et à la 4ème Révolution industrielle.



[Logo de la dernière itération du projet minier Kabanga Nickel. source : https://www.kabanganickel.com/](https://www.kabanganickel.com/)

Dans le cas de la Tanzanie, il convient de noter que Glencore, qui a vu sa propriété du gisement de nickel de Kabanga révoquée par Magufuli, est [étroitement liée](#) au Forum économique mondial et fait partie de la [Global Battery Alliance](#) du Forum ainsi que de son [Initiative Mining and Metals Blockchain](#), toutes deux axées sur les chaînes d’approvisionnement en minéraux jugés essentiels à la 4ème Révolution industrielle. Il est également intéressant de noter que Tundu Lissu, le critique le plus virulent du gouvernement Magufuli et une source principale pour tous les reportages des médias grand public sur la Tanzanie, était auparavant employé par le World Resources Institute (WRI), un organisme à but non lucratif basé aux États-Unis et « [partenaire stratégique](#) » du Forum économique mondial. Le WRI vise à construire des « marchés d’énergie propre » et des « chaînes d’approvisionnement de valeur », des chaînes d’approvisionnement qui dépendront inévitablement de matières premières à bas prix comme le nickel, le graphite et le cobalt.

Le World Resource Institute a reçu pas moins de [7,1 millions de dollars](#) de la Fondation Bill et Melinda Gates et, selon la [page des donateurs du WRI](#), il a reçu pas moins de 750 000 dollars des entreprises les plus puissantes de l’Occident, notamment Shell, Citibank, la Fondation Rockefeller, Google, Microsoft, la Fondation Open Society, USAID et la Banque mondiale. Lissu a [salué la nouvelle](#) de la mort soudaine de Magufuli comme un

« soulagement » et une « opportunité pour un nouveau départ » en Tanzanie. De manière révélatrice, il a également [parlé de manière très positive](#) de l'avenir du pays sous la présidence de Samia Suhulu, vice-présidente de Magufuli et actuelle présidente, suggérant qu'elle conduira le pays dans une direction très différente de celle de son prédécesseur.

Thabit Jacob, un universitaire tanzanien de l'université danoise Roskilde, a été cité par [UpStream](#) comme ayant déclaré que Rostam Aziz – l'un des hommes d'affaires les plus riches de Tanzanie et ancien membre du Parlement qui s'est brouillé avec Magufuli au sujet de la politique fiscale – pourrait bientôt devenir un acteur clé du nouveau gouvernement, « ce qui signifie que les grandes entreprises joueront un rôle plus important » dans l'avenir du pays. Rostam est propriétaire de Caspian Mining, la plus grande entreprise minière tanzanienne, et travaille fréquemment pour Barrick Gold.

La réponse au COVID-19 suscite l'hostilité de l'étranger

Sous l'administration Magufuli, les politiques de réponse de la Tanzanie au COVID-19 sont allées à l'encontre du consensus international, le pays refusant de mettre en œuvre tout verrouillage majeur ou mandat de port de masque. Il convient de noter que même le [CFR a relayé](#) que ces décisions avaient le soutien démocratique des masses, écrivant que « le sentiment de la rue suggère que de nombreux Tanzaniens sont d'accord avec l'approche légère du gouvernement ».

Magufuli s'est également montré sceptique quant à [l'adoption](#) des vaccins COVID-19 avant qu'ils n'aient pu être étudiés et certifiés par les propres experts de la Tanzanie, avertissant qu'ils pourraient poser des problèmes de sécurité en raison de leur développement précipité. « Le Ministère de la Santé devrait être prudent, il ne devrait pas se dépêcher d'essayer ces vaccins sans faire de recherches... Nous ne devrions pas être utilisés comme des "cobayes" », avait déclaré Magufuli en janvier. « Nous ne sommes pas encore convaincus que ces vaccins ont été cliniquement prouvés sûrs », a ensuite fait [remarquer](#) le ministre tanzanien de la Santé, le Dr Dorothy Gwajima, lors d'une conférence de presse.

Magufuli a refusé d'accepter immédiatement de recevoir les vaccins COVID-19 de COVAX, un partenariat public-privé entre GAVI de Gates et l'Organisation mondiale de la Santé qui [vise à fournir](#) 270 millions de vaccins COVID – dont [269 millions](#) sont le vaccin Oxford/AstraZeneca – au monde « dès qu'ils seront disponibles ». Ces dernières semaines, des problèmes de sécurité majeurs concernant le vaccin Oxford/AstraZeneca ont été identifiés par les organismes de réglementation nationaux en Europe et en Asie et de nombreux pays ont suspendu son utilisation.

Cependant, cette nuance concernant la sécurité de « l'aide vaccinale » était absente du discours dominant, désormais omniprésent, selon lequel Magufuli serait « anti-science ». Ce récit a été établi dès mai 2020, lorsque Magufuli a exposé l'inexactitude des [kits de test PCR importés](#) après qu'une chèvre, un fruit et de l'huile de moteur aient tous reçu des résultats de test « positifs » des kits fournis. « Il se passe quelque chose... nous ne devrions pas accepter que chaque aide soit destinée à être bonne pour cette nation », a-t-il [proclamé](#) dans un discours national.

Après cette allocution, [Bloomberg a qualifié](#) Magufuli de « président niant le COVID ». *Foreign Policy* est allé jusqu'à surnommer le président « Négationniste en chef » et a [demandé](#) s'il était même « plus dangereux que le COVID-19 ». Magufuli est devenu la tête d'affiche de la presse occidentale pour le « [dénier du COVID](#) » tandis que la Tanzanie devenait

« [le pays qui rejette le vaccin](#) ».

Cependant, dans les mois qui ont suivi mai 2020, l'exactitude des kits de test PCR a été remise en question, non seulement par des médias grand public, mais aussi par des organismes de santé mondiaux « faisant autorité » comme l'Organisation mondiale de la Santé, validant ainsi la critique initiale de Magufuli. Dans un article intitulé « [Votre test de dépistage du coronavirus est positif. Peut-être qu'il ne devrait pas l'être](#) », le *New York Times* a rapporté que « les tests standard [PCR] diagnostiquent un nombre énorme de personnes qui peuvent être porteuses de quantités relativement insignifiantes du virus ... et qui ne sont probablement pas contagieuses ».

En novembre 2020, un procès historique au Portugal a statué que le test PCR utilisé pour diagnostiquer le COVID-19 n'était pas adapté à cette fin, jugeant « qu'un test PCR positif seul ne peut être utilisé comme un diagnostic efficace de l'infection ». Dans leur décision, les juges Margarida Ramos de Almeida et Ana Paramés ont fait référence à une [étude de Jaafar et al](#), qui a révélé que la précision de certains tests PCR n'était que d'environ [3%](#), ce qui signifie que jusqu'à 97% des résultats positifs pourraient être de faux positifs.

En décembre 2020, [l'Organisation mondiale de la Santé](#) avait confirmé que le test PCR était propice aux faux positifs, avertissant qu'ils pouvaient facilement conduire à ce que des personnes non infectées reçoivent des résultats positifs. La position selon laquelle les kits de test PCR ne sont pas fiables n'est pas une science nouvelle, puisqu'un [article](#) du *New York Times* de 2007 intitulé « *La foi dans un test rapide conduit à une épidémie qui n'en était pas une* » écrivait que la sensibilité des kits de test PCR « rend les faux positifs probables, et lorsque des centaines ou des milliers de personnes sont testées, les faux positifs peuvent donner l'impression qu'il y a une épidémie ». En outre, d'importants lots de kits de test PCR dans la phase initiale de la crise du COVID-19 ont été contaminés par le COVID-19 avant leur utilisation, ce qui s'est avéré par la suite avoir [considérablement faussé](#) le nombre de cas signalés dans les premières phases de la pandémie aux États-Unis et au-delà.

Les nombreux exemples de vaccins aux effets indésirables graves imposés à la population tanzanienne, combinés aux problèmes de sécurité largement rapportés concernant le vaccin AstraZeneca/Oxford que la Tanzanie recevrait par le biais de COVAX, rendent particulièrement inappropriée la caractérisation « anti-science » de Magufuli par les médias occidentaux. Par exemple, dès 1977, des études publiées dans [The Lancet](#) ont établi que les risques du vaccin contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche (DTC) sont supérieurs aux risques associés à la contraction de la coqueluche sauvage. Après avoir accumulé des preuves liant le médicament à des [lésions cérébrales](#), des [crises](#) et même la [mort](#), les États-Unis l'ont progressivement [abandonné](#) dans les années 1990 et l'ont remplacé par une version plus sûre appelée DTaP. Une étude de 2017 financée par le gouvernement danois a conclu que davantage d'enfants africains mouraient à cause du [vaccin DTC mortel](#) que des maladies qu'il prévenait. Les chercheurs ont examiné les données de la Guinée-Bissau et ont conclu que les garçons mouraient à un taux 3,9 fois supérieur à celui des enfants qui n'avaient pas reçu le vaccin, tandis que les filles souffraient d'un taux de mortalité presque 10 fois supérieur (9,98). GAVI, subventionnée par l'USAID et la Fondation Gates, a déversé plus de [27 millions de dollars](#) de ce vaccin DTC dangereusement périmé dans le système de santé tanzanien à ce jour.

En outre, comme l'a détaillé le [Unlimited Hangout](#) en décembre, les développeurs du vaccin Oxford (le vaccin que la Tanzanie recevrait dans le cadre de COVAX), sont profondément liés

au mouvement eugéniste et s'engagent à ce jour dans des activités éthiquement douteuses concernant l'intersection de la race et de la science. En 2020, le [Wellcome Trust](#), l'institut de recherche où travaillent les deux principaux concepteurs du vaccin d'Oxford, a été [accusé](#) par l'Université du Cap d'exploiter illégalement des centaines d'Africains en volant leur ADN sans leur consentement.

Il est également inquiétant de constater que plus de 20 pays européens ont [interrompu](#) l'utilisation du vaccin Oxford/AstraZeneca en raison d'un lien possible avec des troubles de la coagulation sanguine et des accidents vasculaires cérébraux. Même le *New York Times* s'est demandé si le vaccin Oxford/AstraZeneca était un candidat viable, en particulier pour l'Afrique. Selon un [article](#) du *Times* datant de février, l'Afrique du Sud a interrompu l'utilisation du vaccin AstraZeneca après qu'il est apparu que le vaccin ne protégeait pas les volontaires des essais cliniques contre les maladies légères ou modérées ».

Une récente victoire électorale « au milieu d'accusations de fraude »

En octobre 2020, Magufuli a été réélu pour un second mandat de cinq ans, obtenant cette fois un retentissant 84,39% des voix. À l'époque, le média [Voice of America](#) (VOA), financé par le gouvernement américain, a cité un Tanzanien, Edward Mbise, qui a déclaré au média qu'ils « s'attendaient tous à ce que Magufuli gagne en raison de ce qu'il a fait... il a accompli tellement de choses que vous ne pouvez même pas finir de toutes les énumérer ».

Cependant, Tundu Lissu, le chef du principal parti d'opposition de Magufuli, a affirmé que l'élection avait été frauduleuse, mais n'a fourni aucune preuve. Selon le même article de VOA, Lissu a [appelé](#) les « citoyens à prendre des mesures pour s'assurer que tous les résultats des élections soient modifiés ».

Les accusations de fraude de Lissu ont été largement reprises par les médias occidentaux malgré l'absence de preuves. Un [article](#) de la *BBC* s'intitulait « *Le président Magufuli gagne les élections au milieu des accusations de fraude* ». Le [Guardian](#), largement financé par la Fondation Gates, a également affirmé que « le président tanzanien remporte sa réélection malgré les accusations de fraude ». Aux États-Unis, le *New York Times* a publié un [article](#) intitulé « *Alors que le président tanzanien remporte un second mandat, l'opposition appelle à des manifestations* ».

Ces articles ne mentionnent pas la cote de popularité de Magufuli et ne citent pas de Tanzaniens, alors que les médias occidentaux ont abondamment couvert sa première victoire électorale. Les citations qui apparaissaient étaient généralement celles de Lissu, désormais exilé en Belgique, ou d'autres membres de son parti.

Peu de temps après que les affirmations de Lissu aient été reprises sans critique par les principaux médias occidentaux, l'ancien secrétaire d'État Mike Pompeo a [annoncé](#), lors de son dernier jour à la tête du Département d'État, des sanctions visant des responsables tanzaniens qui auraient été « responsables ou complices de la perturbation des élections générales tanzaniennes de 2020 ». Il convient de souligner que les similitudes entre les accusations de fraude électorale en Tanzanie et celles formulées en Bolivie juste avant le coup d'État de novembre 2019 soutenu par les États-Unis sont considérables.

Deux semaines plus tard, le 5 février 2021, le [Center for Strategic & International Studies](#) a suggéré que les États-Unis pourraient, comme ils le font souvent, financer l'opposition politique de Magufuli, suggérant ouvertement que « l'administration Biden a l'occasion

d'accroître l'engagement direct avec les politiciens de l'opposition tanzanienne et les groupes de la société civile », utilisant l'approche « dangereuse » de Magufuli à l'égard de COVID-19 comme justification publique.

La même semaine, la section Développement mondial du *Guardian* (rendue possible grâce à un [partenariat](#) avec la Fondation Bill & Melinda Gates) a publié un [article](#) intitulé « *Il est temps pour l'Afrique de freiner le président tanzanien anti-vaccin* ». Comme on pouvait s'y attendre, cet article, et d'autres du même genre, ont cherché à dépeindre le dirigeant africain comme un complotiste fou, mais ont omis le fait que Magufuli avait obtenu sa maîtrise et son doctorat en chimie avant d'être élu président en 2015.

Le 9 mars, Tundu Lissu, le leader de l'opposition anciennement employé par le World Resource Institute, basé à Washington et financé par Wall Street, a affirmé que Magufuli était gravement malade du COVID-19. Dans une série de tweets, Lissu a [affirmé](#) que le président de l'époque avait été transporté par avion d'abord au Kenya, puis en Inde, pour être traité contre le virus. « Nous demandons instamment au gouvernement de dire publiquement où est le président et dans quel état il se trouve », a déclaré publiquement John Mnyika, un autre leader de l'opposition, qui a [fait](#) des déclarations similaires. Le tout premier journal à avoir [publié](#) l'information selon laquelle Magufuli était atteint du COVID-19 est *The Nation*, un journal kenyan relativement récent qui a reçu [4 millions de dollars](#) de la Fondation Bill et Melinda Gates, basée aux États-Unis.

Pendant ce temps, le gouvernement Magufuli a rejeté à plusieurs reprises ces affirmations comme étant des fake news. « Il va bien et assume ses responsabilités », a insisté le premier ministre Kassim Majaliwa le 12 mars. « Un chef d'État n'est pas le chef d'un club de jogging qui devrait toujours être là à prendre des selfies », avait alors déclaré le ministre des Affaires constitutionnelles, Mwigulu Nchemba.

Le 11 mars, quelques jours avant l'annonce du décès de Magufuli et de la nomination de Suhulu au poste de président, le Council on Foreign Relations (CFR), l'influent groupe de réflexion étroitement lié à la famille Rockefeller et à l'élite politique américaine, a suggéré qu'une « figure audacieuse au sein du parti au pouvoir [c'est-à-dire le parti de Magufuli] pourrait tirer parti de l'épisode actuel pour gagner en popularité et commencer à inverser la tendance... »

Si une transition rapide du leadership en Tanzanie peut sembler une surprise inattendue pour les intérêts financiers occidentaux, des groupes américains spécialisés dans les opérations d'ingérence étrangère et de changement de régime étaient à l'œuvre en Tanzanie depuis la victoire électorale initiale de Magufuli. Le National Endowment for Democracy (NED), un groupe de réflexion et d'action du gouvernement américain qui vise à « soutenir la liberté dans le monde », a injecté [1,1 million de dollars](#) dans différents groupes et causes d'opposition tanzaniens au cours des dernières années. L'un des cofondateurs de la NED, Allen Weinstein, a révélé un jour au [Washington Post](#) que « Une grande partie de ce que nous faisons aujourd'hui était réalisée secrètement il y a 25 ans par la CIA ». Carl Gershman, l'autre cofondateur de la NED, a déclaré un jour au [New York Times](#) qu'il serait « terrible pour les groupes démocratiques du monde entier d'être considérés comme subventionnés par la CIA... » ... et c'est pourquoi la NED a été créée ».

Les opérations récentes de la NED en Tanzanie comprenaient des projets visant à « organiser les jeunes pour promouvoir la réforme et leur présenter les nouveaux outils médiatiques qui peuvent les aider dans leurs efforts », « recruter et former de jeunes

artistes pour transmettre des histoires sur la gouvernance », soutenir financièrement une production de nouvelles « satiriques » favorables à l'opposition qui fournit des commentaires humoristiques sur les événements actuels pour « encourager les conversations », ainsi que soutenir financièrement la production d'une « campagne télévisée complète d'éducation civique » visant à la fois la sensibilisation du public liée au COVID et « l'éducation des électeurs ». Le bénéficiaire de ces fonds, [l'Initiative Tanzania Bora](#), dont le slogan est « transformer les mentalités, influencer les cultures », se targue d'avoir « autonomisé plus de 50 jeunes candidats politiques tanzaniens ». L'Initiative Tanzania Bora a également été fortement [soutenue par l'USAID](#) lorsque Magufuli était en fonction.

On peut se demander quels effets ces efforts financés par la NED et l'USAID auraient eu sur le pays si Magufuli n'était pas mort au pouvoir. En janvier, la Jamestown Foundation, [financée par la CIA](#), a commencé à rendre compte du « [problème de la radicalisation rampante](#) » de la Tanzanie et a avancé l'idée sinistre que « la Tanzanie pourrait être prête à connaître une augmentation de la violence dirigée vers l'intérieur... ». Bien que cela ne se soit heureusement jamais produit, dans d'autres cas de changements de régime soutenus par l'Occident, les groupes d'opposition financés par ces mêmes organisations sont connus pour attiser ou créer la violence afin de justifier l'intervention occidentale.

L'administration Magufuli n'était pas insensible aux efforts de changement de régime de l'Occident. Dans les années qui ont suivi sa victoire électorale, les forces de police tanzaniennes ont [fait des descentes](#) dans des réunions organisées par la Fondation Open Society, un groupe tristement célèbre pour ses [initiatives d'ingérence](#) dans les États ciblés par la politique étrangère des États-Unis.


Pourtant, malgré ses positions fermes contre l'Occident, quelque chose dans l'approche de Magufuli avait changé le jour de sa dernière apparition publique, le 24 février 2021. Ce matin-là, le président tanzanien avait [commencé à exhorter](#) ses compatriotes à porter des masques, chose qu'il avait résisté à faire pendant près d'un an après que l'OMS ait déclaré une pandémie et les ait exhortés à commencer à prendre des précautions sanitaires.


Un nouveau président, sous les applaudissements de l'Occident

Pour les puissances que Magufuli avait mises en colère, sa successeure et vice-présidente, Samia Suluhu, vient du Programme alimentaire mondial des Nations unies et son profil [figure](#) sur le site Web du Forum économique mondial, ce qui suggère une proximité avec les milieux que son prédécesseur avait réprimandés. On ne sait toujours pas si elle a déjà inversé l'une ou l'autre des politiques de Magufuli, qu'elles soient économiques ou liées au COVID, mais certains changements semblent probables étant donné que sa nomination a été accueillie avec une pure célébration par les mêmes acteurs institutionnels qui ont activement travaillé à saper le président Magufuli.

Un autre indicateur potentiel est la découverte douteuse d'un nouveau variant du COVID en Tanzanie, qui présenterait plus de mutations que tout autre variant. La découverte de ce variant a été annoncée un peu plus [d'une semaine](#) après l'annonce de la mort de Magufuli et semble fait sur mesure pour justifier publiquement un revirement de l'approche du gouvernement tanzanien vis-à-vis du COVID. En particulier, le variant tanzanien a été [découvert](#) par Krisp, « un institut scientifique qui effectue des tests génétiques pour 10 nations africaines », [financé](#) par la Fondation Gates, le Wellcome Trust et les gouvernements des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Afrique du Sud.

En ce qui concerne un renversement potentiellement imminent de la politique tanzanienne en matière de COVID, la réaction du plus haut responsable de l'Organisation mondiale de la Santé peut fournir un indice. Le directeur général de l'OMS, Tedros Ghebreyesus, n'a pas eu le temps de faire de commentaire après avoir appris la mort soudaine de Magufuli, mais il a rapidement pris la parole sur [Twitter](#) quelques minutes après la cérémonie de prestation de serment de Suluhu pour féliciter la première femme présidente du pays, en lui disant qu'il était « impatient de travailler avec elle pour garder les gens à l'abri du COVID-19 et mettre fin à la pandémie ». Ghebreyesus a déjà siégé au conseil d'administration de deux organisations que Bill Gates a fondées, auxquelles ce dernier a fourni un capital de départ et qu'il continue de financer à ce jour : GAVI et le [Fonds mondial](#), dont Tedros était le président du conseil d'administration.

[Agenda](#) [Platforms](#) [Reports](#) [Events](#) [Videos](#)



MSc in Economic Development.

Samia Suluhu Hassan

Vice-President of Tanzania, Office of the Vice-President of Tanzania

[Profil de Samia Suluhu Hassan au WEF. source : https://www.weforum.org/people/samia-suluhu-hassan](https://www.weforum.org/people/samia-suluhu-hassan)

Quelques jours avant le tweet de Ghebreyesus, le Département d'État a publié une [déclaration](#) réaffirmant l'engagement des États-Unis à soutenir les Tanzaniens dans leur plaidoyer pour le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et dans leur lutte contre la pandémie de COVID-19, déclarant : « Nous espérons que la Tanzanie pourra avancer sur une voie démocratique et prospère ». La vice-présidente Kamala Harris n'avait rien à dire concernant la mort soudaine du populaire président est-africain, pourtant – comme Ghebreyesus, elle a réussi à envoyer ses [meilleurs vœux](#) au nouveau serment de Suluhu Samia sur Twitter.

Human Rights Watch, [soutenu par des milliardaires](#) et dont les [relations](#) avec le gouvernement américain sont bien documentées, a salué la mort de Magufuli en publiant un article intitulé « [Tanzanie : La mort du président Magufuli devrait ouvrir un nouveau chapitre](#) », écrivant que le décès soudain du dirigeant africain « offre une opportunité ». Notamment, la même organisation avait [soutenu](#) le coup d'État militaire soutenu par les États-Unis en Bolivie ainsi que les efforts de changement de régime de l'administration Trump au [Nicaragua](#) et avait [appelé](#) à une augmentation des sanctions mortelles des États-Unis contre le gouvernement chaviste du Venezuela, même après la publication d'un [rapport](#) du Center for Economic and Policy Research qui constatait qu'au moins 40 000 civils vénézuéliens étaient déjà morts à cause de ces sanctions.

Au début du mois, Judd Devermont, ancien analyste politique principal de la CIA pour l'Afrique subsaharienne, dans un article du CSIS intitulé « [La mort de Magufuli apportera-t-elle un réel changement en Tanzanie ?](#) », a écrit qu'avant la mort de Magufuli, on « pensait que Suluhu se méfiait de plus en plus des politiques autoritaires de Magufuli ». Plus loin dans l'article, l'ancien analyste de la CIA a accidentellement révélé sa définition de « l'autoritarisme » lorsqu'il a écrit : « Magufuli a orienté la Tanzanie vers l'autoritarisme en mettant en œuvre un programme économique nationaliste caractérisé par l'étouffement du commerce régional et international et un coup porté aux investissements directs étrangers (IDE) ».

Cependant, l'affirmation selon laquelle Magufuli était contre tous les investissements étrangers est trompeuse. Devermont aurait peut-être dû écrire que les politiques de Magufuli portaient un coup aux IDE en provenance de l'Occident, car Magufuli, dans les derniers mois de sa présidence et de sa vie, courtisait directement les investissements étrangers en provenance de Chine.

À la mi-décembre 2020, Tanzania Invests a [fait état](#) d'une réunion de Magufuli avec les dirigeants chinois, à l'issue de laquelle Magufuli a annoncé que la Tanzanie « accueille des commerçants et des investisseurs de Chine dans divers domaines comme la fabrication, le tourisme, la construction et le commerce, pour le bénéfice des deux parties ». Le rapport note également que « Magufuli a demandé à la Chine de coopérer avec la Tanzanie pour investir dans de grands projets en fournissant des prêts bon marché » et que « la Tanzanie continuera à développer et à améliorer ses relations de longue date avec la Chine et continuera à soutenir la Chine sur diverses questions internationales ». La Chine est actuellement le premier partenaire commercial de la Tanzanie et ce pays est le premier bénéficiaire de l'aide gouvernementale chinoise en Afrique. Il convient de considérer que ce pivot chinois, en particulier à un moment où la nouvelle guerre froide des États-Unis avec la Chine atteint de nouveaux sommets, a joué un rôle dans les efforts de changement de régime soutenus par l'Occident et visant la Tanzanie.

Au-delà de la Tanzanie

Le sort subi par le président John Magufuli et la Tanzanie est similaire à ce qui s'est passé dans un pays voisin, le Burundi, il y a tout juste six mois. Le président burundais, Pierre Nkurunziza, a refusé publiquement d'adopter des mesures d'atténuation descendantes en réponse au COVID-19, et a été vilipendé de la même manière par la presse et les groupes de réflexion alignés sur les États-Unis. En mai 2020, Nkurunziza a [expulsé](#) l'Organisation mondiale de la Santé du Burundi et, trois semaines plus tard, on a appris qu'il était mort après avoir fait un arrêt cardiaque soudain.

Plus récemment, la Zambie, qui a une frontière commune avec la Tanzanie et qui doit organiser des élections en août prochain, se met actuellement en colère contre certains des mêmes acteurs que Magufuli avait défiés dans les efforts de son gouvernement pour nationaliser ses mines de cuivre et potentiellement d'autres projets miniers. En décembre, le président zambien Edgar Lungu a annoncé que son gouvernement allait acquérir « une participation significative dans certains actifs miniers sélectionnés » afin de « créer une richesse suffisante pour la nation ». Faisant écho à Magufuli, Lungu avait déclaré : « Nous ne tolérerons plus les investisseurs miniers qui cherchent à profiter de nos ressources naturelles données par Dieu, nous laissant les mains vides ».

En janvier, Lungu a fait un pas vers la nationalisation du secteur minier du cuivre après un

long conflit avec nul autre que Glencore. Le cuivre, comme le nickel, le graphite et le lithium, est un métal essentiel à la réussite de la 4ème Révolution industrielle. Les rapports des médias occidentaux sur la récente décision de Lungu citent des experts qui [exhortent](#) le gouvernement zambien à « faire preuve de prudence » dans ses efforts pour accroître le rôle du secteur public dans l'industrie minière du pays.

Puis, une semaine après l'annonce de la mort de Magufuli, le principal concurrent de Lungu aux prochaines élections a publiquement accusé ce dernier de vouloir le faire assassiner, tandis que certains médias anglophones pro-occidentaux ont déjà affirmé que Lungu prévoyait de [truquer les prochaines élections](#) en sa faveur et que le pays « [pourrait brûler](#) » si les élections avaient un « mauvais » résultat.

Ces exemples montrent que la situation qui s'est récemment déroulée en Tanzanie n'est guère unique dans l'Afrique d'aujourd'hui. Cependant, la domination du paysage médiatique par la couverture constante du COVID a fait que les audiences occidentales ignorent largement les divers efforts de changement de régime qui ont eu lieu ou sont en cours dans la région. Contrairement aux efforts de changement de régime du passé récent, ceux qui visent l'Afrique, et aussi la Bolivie, semblent se concentrer sur les actifs miniers jugés essentiels pour établir les chaînes d'approvisionnement nécessaires pour alimenter la 4ème Révolution industrielle.

Nombre de ces pays s'étant récemment rapprochés de la Chine, il semble que les projets de changement de régime et les guerres par procuration de l'avenir ne tourneront pas autour des combustibles fossiles et des pipelines, mais de la question de savoir si l'Est ou l'Ouest dominera l'approvisionnement en minerais nécessaires à la production et à la maintenance des technologies de nouvelle génération.

Non seulement le COVID a réduit au minimum les reportages sur ces coups d'État pour les minerais, mais il a également fourni une couverture pratique pour la diabolisation des dirigeants et la promotion du changement de régime dans des pays qui sont ciblés pour d'autres raisons qui ont tout à voir avec les ressources et peu avec un virus.

Jeremy Loffredo

Whitney Webb

Article original en anglais :



[Tanzania's Late President Magufuli: 'Science Denier' or Threat to Empire?](#)

<https://unlimitedhangout.com>, le 29 mars 2021

Traduit par [Réseau International](#)

La source originale de cet article est [unlimitedhangout.com](#)

Copyright © [Jeremy Loffredo](#) et [Whitney Webb](#), [unlimitedhangout.com](#), 2021

Articles Par : [Jeremy Loffredo](#)
et [Whitney Webb](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca